



## Répression : refusons un autoritarisme d'Etat de plus en plus assumé

**Le congrès de la CGT-INRAE dénonce l'aggravation de la répression à toute opposition à la politique menée par le gouvernement :**

Déjà violente comme lors du mouvement de lutte contre le CPE, on assiste depuis 2014 avec la mort de Rémi Fraisse à Sivens, à une montée de la répression et des violences policières :

- COP21 en 2015, manif contre la loi El Khomri, les ordonnances Macron, manif des gilets jaunes
- La contre réforme des retraites en 2019- 2020, celle de 2023, interdiction de manifestations qualifiées d'écoterrorismes réprimées de manière particulièrement violentes dont les manifestations contre les méga-bassines (dont la dernière à Ste Soline), les manifestations contre l'A69 sans oublier les manifestations d'Extinction- Rébellion
- La création de brigade de répression caractérisée tel que la BRAV-M ou encore la CRS 8, le déni de reconnaissance par Darmanin des violences policières
- Les violences policières dans les banlieues et contre les jeunes de banlieue et leur famille renforcées depuis les émeutes de juin 2023 (suite à la mort de Nahel).
- La qualification, largement relayée par la propagande des médias, de « terrorisme », « d'islamo-gauchisme », de « wokisme » dans le monde universitaire en particulier... de toutes pensées non conformes.
- Menace de dissolution d'associations et de collectifs (les soulèvements de la terre, des groupes anti-fachistes... )
- De plus la loi Dussopt a étouffé tout contre pouvoir dans la fonction publique
- Jusqu'à la guerre Israëlo-Palestienne depuis le 7 octobre dernier, qui a abouti à l'interdiction des manifestations de soutien au peuple palestinien de « manière préventive », à des menaces de dissolutions de partis politiques (tel que NPA...), l'arrestation de responsables syndicaux, en particulier CGT (Energie, UD 59,...), pour apologie du terrorisme suite à des appels au cessez le feu et à l'accusation d'antisémitisme de toute critique du gouvernement israélien.

On assiste à une véritable criminalisation et judiciarisation de toute pensée critique et émancipatrice, quasi-exclusivement dirigée contre les idées, mouvements et militants de de gauche. Nous dénonçons le dévoiement des fonctions régaliennes de l'Etat mises au service de cette répression.

Soyons conscients, militant.es et/ou syndiqué.es, que nous pouvons être frappé.es à tout moment

**Le congrès de la CGT INRAE condamne donc fermement cette répression inacceptable dans une démocratie**

- *Motion adoptée à l'unanimité moins une voix*